



Accusé de réception en préfecture
050-200067205-20171207-DEL2017-237-DE
Date de télétransmission : 18/12/2017
Date de réception préfecture : 18/12/2017

SEANCE DU 7 DECEMBRE 2017

Date d'envoi de la convocation : 01/12/2017

Nombre de membres : 221
Nombre de présents : 167
Nombre de votants : 188

Secrétaire de séance : Patrick LERENDU

L'an deux mille dix-sept, le jeudi 7 Décembre, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, dûment convoqué, s'est réuni au complexe sportif Marcel Lechanoine de Valognes à 17 h 30 sous la présidence de Jean-Louis VALENTIN, président.

Etaient présents :

ADE André, AMIOT Sylvie, AMIOT André, AMIOT Guy, ANNE Philippe, ANTOINE Joanna, ARLIX Jean, ARRIVÉ Benoît, ASSELINE Yves, BALDACCI Nathalie (Jusqu'à 19h06), BARBEY Hubert, BAUDIN Philippe, BAUDRY Jean-Marc, BELLIOU DELACOUR Nicole, BERTEAUX Jean-Pierre, BESNARD Jean-Claude, BESUELLE Régine, BOUILLON Jean-Michel, BOURDON Cyril, JAME Dominique suppléante de BRECZY Rolande, BROQUAIRE Guy, BURNOUF Elisabeth, BURNOUF Hervé, BUTTET Guy, CAPELLE Jacques, CASTELEIN Christèle (pouvoir jusqu'à son arrivée), CATHERINE Christian, CAUVIN Bernard, CAUVIN Jean-Louis, CAUVIN Joseph, CHEVEREAU Gérard, COLLAS Hubert, COQUELIN Jacques, CROIZER Alain, D'AIGREMONT Jean-Marie, DELAUNAY Sylvie, DENIAUX Johan, DENIS Daniel, DESQUESNES Jean (à partir de 18h15), DESTRES Henri, DIESNY Joël, DIGARD Antoine, DRUEZ Yveline, DUBOST Michel, DUCHEMIN Maurice, DUCOURET Chantal, DUFOUR Luc, FAGNEN Sébastien, FAUCHON Patrick, FAUDEMERE Christian, FEUARDANT Marc, FEUILLY Hervé, FONTAINE Hervé, GANCEL Daniel, GAUCHET Marc, GESNOUIN Marie-Claude, MEDART Monique suppléante de GILLES Geneviève, GIOT Gilbert, GODAN Dominique, GODEFROY Annick, GODIN Guylaine, GOLSE Anne-Marie (à partir de 18h12), GOMERIEL Patrice, GOSSELIN Albert, GOSSELIN Bernard, GOSSELIN-FLEURY Geneviève, GOSSWILLER Carole, GROULT André, GRUNEWALD Martine, GUERARD Jacqueline, GUÉRIN Alain, LANGLOIS Alain suppléant de HAIZE Marie-Josèphe, HAMEL Bernard, HAMELIN Jacques, HAMELIN Jean, HAMON Myriam, HARDY René, HAYE Laurent (à partir de 18h03), HEBERT Dominique, GIROUX Bernard suppléant de HENRY Yves, HOUIVET Benoît, HOULLEGATTE Jean-Michel, HOULLEGATTE Valérie, HUBERT Jacqueline, HUET Catherine, JEANNE Dominique, JOLY Jean-Marc, JOUAUX Joël, JOURDAIN Patrick, JOZEAU-MARIGNE Muriel (à partir de 18h45), LAFOSSE Michel, LAGARDE Jean, LAHAYE Germaine, LAINÉ Sylvie, LALOË Evelyne (jusqu'à 20h25), LAMORT Philippe, LAMOTTE Jean-François (à partir de 18h15), LAMOTTE Noël (à partir de 18h), LATROUITE Serge, LE BEL Didier, LE BRUN Bernadette, LE DANOIS Francis, LE MONNYER Florence, LEBARON Bernard, LEBONNOIS Marie-Françoise, LEBRETON Robert, LECHEVALIER Guy, LECHATREUX Jean-René suppléant de LECHEVALIER Michel, DELAPLACE Henry suppléant de LECOEUR François, LECOQ Jacques, LECOURT Marc, LECOUCVEY Jean-Paul, LEFAIX-VERON Odile, LEFAUCONNIER François, AUBERT Maurice suppléant de LEFAUCONNIER Jean, LEFEVRE Hubert, LEFEVRE Noël, LEGER Bruno, LEGOUPIE Jean-Claude, LEMARECHAL Marc suppléant de LEMARÉCHAL Michel, LEMENUEL Dominique, LEMOIGNE Jean-Paul, LEMONNIER Thierry, LEMONNIER Hubert, HERVY Isabelle suppléante de LEMYRE Jean-Pierre, LEONARD Christine, LEPETIT Jacques, LEPETIT Jean, LEPETIT Louissette, LEPOITTEVIN Gilbert, LANGLOIS Hubert suppléant de LEQUERTIER Joël, LEQUERTIER Colette, LEQUILBEC Frédéric, LERECULEY Daniel, LERENDU Patrick, LESEIGNEUR Hélène, LESENECHAL Guy, LETERRIER Richard, LETRECHER Bernard, LEVAST Jean-Claude, LINCHENEAU Jean-Marie, LOUISET Michel (à partir de 18h15 et jusqu'à 20h25), MABIRE Caroline, MABIRE Edouard, MAGHE Jean-Michel, MAIGNAN Martial, MARGUERITTE David, MARIE Jacky, MARTIN Yvonne, MAUGER Michel, MELLET Christophe, MELLET Daniel, MESNIL Pierre, MIGNOT Henri, MONHUREL Pascal, MOUCHEL Evelyne, MOUCHEL Jean-Marie, NICOLAÏ Michel, ONFROY Jacques, PARENT Gérard, PELLERIN Jean-Luc (à partir de 18h28), PEYPE Gaëlle, PILLET Patrice, PINABEL Alain, POISSON Nicolas, POTTIER Bernard, POUTAS Louis (à partir de 18h00), PRIME Christian, REBOURS Sébastien, REGNAULT Jacques, RENARD Jean-Marie, RODRIGUEZ Fabrice (à partir de 18h12), ROUXEL André, SARCHET Jean-Baptiste, SCHMITT Gilles (à partir de 18h09), SEBIRE Nelly, SOURISSE Claudine, TARDIF Thierry, TAVARD Agnès, THEVENY Marianne (jusqu'à 20h31), TIFFREAU Danièle, TISSON Franck, TRAVERT Hélène, VALENTIN Jean-Louis, VEILLARD Rodolphe (à partir de 17h58), VIGER Jacques, VIGNET Hubert, VILLETTE Gilbert, VILTARD Bruno (à partir de 18h43), VIVIER Nicolas.

Ont donné procurations :

BALDACCİ Nathalie à VILLETTE Gilbert (à partir de 19h06), BASTIAN Frédéric à BESUELLE Régine, BELHOMME Jérôme à LERENDU Patrick, CASTELEIN Christèle à AMIOT Sylvie (jusqu'à son arrivée), CATHERINE Arnaud à BAUDIN Philippe, CHARDOT Jean-Pierre à HAMELIN Jacques, DELESTRE Richard à LE MONNYER Florence, GIOT-LEPOITTEVIN Jacqueline à HOULLEGATTE Valérie, GUYON Sophie à LEQUILBEC Frédéric, HAMON-BARBE Françoise à BOURDON Cyril, HUET Fabrice à HUET Catherine, LALOE Evelyne à DUFOUR Luc (à partir de 20h25), LAUNOY Claudie à ARRIVE Benoit, LE PETIT Philippe à HUBERT Jacqueline, LEFRANC Bertrand à GODEFROY Annick, LEJAMTEL Ralph à LEBONNOIS Marie-Françoise, LOUISET Michel à LERECULEY Daniel (à partir de 20h25), MARIVAUX Isabelle à GRUNEWALD Martine, REVERT Sandrine à LECHEVALIER Guy, RODRIGUEZ Fabrice à GOLSE Anne-Marie (jusqu'à son arrivée à 18h12), ROUSSEAU Roger à FEUARDANT Marc, ROUSSEL Pascal à HOUIVET Benoit, THEVENY Marianne à TISON Franck (à partir de 20H31), VARENNE Valérie à LAGARDE Jean, VILTARD Bruno à LEPETIT Jacques (jusqu'à son arrivée à 18h43).

Excusés :

BARBE Stéphane, BROQUET Patrick, CHOLOT Guy, DUPONT Claude, FALAIZE Marie-Hélène, FEUILLY Emile, GOUREMAN Paul, HUBERT Christiane, LEPOITTEVIN Michel, MATELOT Jean-Louis, MAUQUEST Jean-Pierre, PIQUOT Jean-Louis, POIDEVIN Hugo.

Délibération n° 2017 - 237

OBJET : Adhésion de la Communauté d'Agglomération du Cotentin à l'association Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)

Exposé

Une association loi 1901 regroupant des communes, des pays, des conseils départementaux et régionaux a été créée. L'association, Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), a été créée pour fédérer les collectivités autour de ce secteur d'activité. Elle vise à :

- constituer un lieu d'appui à la mise en œuvre de projets, par la mise à disposition de ressources, la mutualisation des expériences locales et par le développement de démarches et d'outils communs ;
- promouvoir les démarches des adhérents pour sensibiliser d'autres territoires à l'économie solidaire ;
- élaborer une réflexion à partir des pratiques locales pour être force de proposition auprès des pouvoirs publics ;
- contribuer à la formation des élus et des techniciens des collectivités adhérentes.

La CUC puis Cherbourg-en-Cotentin étaient adhérentes du RTES au titre du développement économique. Ayant repris cette compétence au 1er janvier, il revient aujourd'hui à la Communauté d'agglomération du Cotentin d'y adhérer. En effet, l'intégration à ce réseau lui permettra de bénéficier d'un espace d'échanges et de concertation, de retours d'expériences, mais aussi d'un appui pour la mise en œuvre de nouvelles actions ou pour le suivi d'actions déjà lancées.

L'adhésion annuelle s'élève 800 euros TTC.

Délibération

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable de la Commission Promotion et Attractivité,

Le conseil communautaire après en avoir délibéré, à la majorité (Pour : 187 – Contre : 5 – Abstentions : 11) :

- **Autorise** l'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Cotentin à l'association Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES),

- **Approuve** les statuts ci-joints,
- **Dit** que la dépense sera imputée au budget principal, ligne de crédit n° 57923,
- **Autorise** le Président, le Vice-président ou le Conseiller délégué à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Caen (Calvados) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- **Dit** que le Président et le Directeur Général de la Communauté d'Agglomération seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.



LE PRESIDENT,

Jean-Louis VALENTIN

Acte rendu exécutoire
après réception en Sous-Préfecture
le : 18/12/2017
et publication ou notification
du : 15/12/2017

*Statuts du Réseau des Collectivités Territoriales
pour une Economie Sociale et Solidaire*

Adoptés lors de l'AGE du 2 juillet 2015

PREAMBULE

De nombreux élu-e-s locaux cherchent à engager leur territoire dans une démarche de développement durable et de démocratie participative, qui mobilise les ressources locales et mette en avant les dimensions sociale et humaine de l'économie. Il s'agit notamment pour eux de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur de l'économie.

En 2001, à la suite notamment des élections municipales qui ont vu de nombreux élu-e-s en charge d'une délégation à l'économie solidaire, ces élu-e-s ont identifié le besoin d'un espace de coordination et de partage d'expériences au plan national, et créé le RTES. Le RTES a pris la suite en particulier du Réseau des Communes pour l'Economie Solidaire, créé quelques années auparavant dans le cadre de la démarche d'impulsion de pôles d'économie solidaire.

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire se propose d'être le lieu de rencontre des collectivités engagées dans une démarche d'économie sociale et solidaire, autour d'une conviction : l'économie sociale et solidaire est une économie en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des territoires.

Vers un développement durable par une économie:

- *au service de l'humain et du lien social: les initiatives d'économie solidaire ne recherchent pas le profit mais privilégient l'utilité sociale; en ce sens elles interrogent la définition même de la notion de richesse;*
- *au service des solidarités entre individus d'un territoire, entre territoires (au niveau régional, national ou international), entre activités et avec les générations futures;*
- *au service d'un développement qui favorise la coopération et l'action citoyenne;*
- *au service de la qualité de la vie pour tous et la préservation des ressources naturelles.*

Un développement des territoires fondé sur:

- *le partenariat au niveau local (élus – Etat – acteurs socio-économiques);*
- *la participation citoyenne (entreprendre ensemble) et les pratiques démocratiques;*
- *l'hybridation des ressources (public/privé, marchand/non marchand, monétaire/non monétaire);*
- *la mise en réseau des expériences locales, nationales et internationales.*

Parmi les champs d'action:

- *création de richesses et développement d'activités sociales et économiques*
- *finances solidaires, monnaies locales*
- *services aux personnes; insertion*
- *commerce équitable, achat éthique; circuits courts*
- *démocratie locale et éducation populaire;*
- *égalité des droits / lutte contre toutes les discriminations*
- *protection de l'environnement, de la santé, des ressources naturelles;*
- *coopération internationale.*

Acte rendu exécutoire
après réception en Sous-Préfecture
le : 18/12/2014
et publication ou notification
du : 15/12/2014

TITRE 1 - FORMATION et OBJET de l'ASSOCIATION

ARTICLE 1 DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre «Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire».

ARTICLE 2 OBJET

L'Association «Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire» a pour objet de regrouper des collectivités et pays porteurs de projet d'économie solidaire en vue de :

- Promouvoir leurs démarches pour sensibiliser d'autres territoires à l'économie sociale et solidaire;
- Constituer un lieu-ressource en termes d'information et un lieu d'appui à la mise en œuvre de projet, notamment par la mutualisation des expériences locales et par le développement de démarches et d'outils communs ;
- Contribuer à la formation des élu-e-s et des technicien-ne-s des structures adhérentes ;
- Elaborer une réflexion à partir des pratiques locales pour être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

MOYENS

Au titre des moyens mis en œuvre, l'association peut notamment :

- Coordonner par des réunions de travail les réflexions de ses adhérents;
- Mettre en place des formations ;
- Organiser des actions de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire;
- Participer à des colloques, conférences, séminaires, congrès pour promouvoir les pratiques de ses adhérents;
- Développer des outils, documentations, expertises pour faciliter la mise en œuvre de démarches d'économie sociale et solidaire au sein des territoires adhérents.
- Conduire tout type d'études nécessaires au développement d'actions de développement solidaire.

ARTICLE 3 DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 4 SIEGE

Son siège est transféré à l'hôtel de Ville de Lille, par décision ratifiée par l'Assemblée Générale du 4 juillet 2003.

Le Conseil d'Administration a le choix de l'immeuble où le siège est établi, et peut le transférer par simple décision, laquelle sera ratifiée par l'Assemblée Générale la plus proche.

ARTICLE 5 COMPOSITION et QUALITE des MEMBRES

~~Peuvent être membres de l'association des collectivités territoriales et pays.~~

L'association est composée de membres actifs, de membres associés et de membres d'honneur.

- Sont membres actifs, les communes, pays, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), Etablissements Publics territoriaux ou équivalents, départements, régions, à jour de cotisation au RTES. Ils désignent un-e représentant-e pour siéger au sein des instances de l'association.

- Sont membres associés, les personnes morales ou physiques ayant des objectifs convergents avec ceux du RTES. Ils sont agréés par le Conseil d'administration. Les membres associés versent une contribution dont le montant minimum est fixé par l'Assemblée Générale.
- Sont membres d'honneur, les personnes physiques dont la contribution aux travaux du RTES est utile à l'association ou des personnes ayant rendu des services à l'association et ont été agréées par le Conseil d'administration. Ces personnes sont dispensées de cotisation. La qualité de membre d'honneur peut être remise en cause par le Conseil d'administration pour faute grave commise contre l'intérêt du RTES ou comportements non conformes aux valeurs du réseau.

Chaque membre de l'association dispose d'une voix à l'assemblée générale, quel que soit son poids démographique, sous réserve d'être à jour de cotisation. La qualité de membre associé est reconsidérée, tous les ans, par le Conseil d'administration lors de la réunion qui fait suite à son renouvellement.

Le nombre total de membres associés et de membres d'honneur ne pourra être supérieur au nombre de membres actifs.

ARTICLE 6 CONDITIONS d'ADMISSION des MEMBRES

Le Conseil d'Administration statue souverainement sur l'adhésion des nouveaux membres. Les demandes d'adhésion des personnes morales devront être accompagnées de tout document attestant de l'accord des organes de ladite personne morale d'adhérer à l'association, ainsi que des précisions sur les conditions de sa représentation.

ARTICLE 7 PERTE de la QUALITE de MEMBRE

La qualité de membre se perd par:

- o le non-paiement de sa cotisation ou contribution;
- o la démission adressée par écrit au Président de l'Association;
- o la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave ou non-respect des engagements pris vis-à-vis de l'Association, le membre intéressé et le responsable légal de la personne morale concernée ayant été préalablement entendus par le Conseil d'Administration;
- o la disparition de la personne morale adhérente.

TITRE 2 - RESSOURCES, PATRIMOINES et ENGAGEMENTS de l'ASSOCIATION

ARTICLE 8 COTISATION

Les membres actifs paient une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'Assemblée Générale. La somme demandée peut être différenciée par type de collectivité adhérente.

ARTICLE 9 RESSOURCES

Les ressources de l'Association se composent:

- o des cotisations des membres actifs ;
- o des contributions des membres associés
- o des subventions qui pourraient lui être accordées par l'Union Européenne, l'Etat, les collectivités publiques ou les établissements publics;
- o des dons manuels dans les limites définies par la loi et, notamment, celles résultant de la loi du 23 juillet 1987 relative au mécénat;
- o des revenus de ses biens;

o des sommes perçues en contrepartie des prestations fournies;
o de toute autre ressource autorisée par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 10 COMPTES ANNUELS

L'association établit ses comptes annuellement.

Les comptes annuels comprennent un bilan décrivant séparément les éléments actifs et passifs de l'Association, un compte de résultat récapitulant les produits et les charges.

Ils sont établis par le Conseil d'Administration, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, selon les principes et méthodes comptables applicables aux associations.

Le compte de résultat, l'annexe et le projet de budget, sont établis pour chaque exercice, selon les mêmes formes et les méthodes d'évaluation que les années précédentes.

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le-a Trésorier-e informe le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes de l'Association pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible et les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice au moyen d'un rapport de gestion écrit.

Les comptes annuels et le projet de budget sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration, puis de l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article 14 des présents statuts.

ARTICLE 11 COMMISSAIRE aux COMPTES

Le contrôle des comptes annuels est exercé par un Commissaire aux Comptes choisi pour une période de six ans par l'Assemblée Générale, chargée d'approuver les comptes de l'association. Le Commissaire a droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

Le Commissaire aux Comptes certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il a pour mission permanente de vérifier les livres, documents comptables de l'Association. Il opère toutes les vérifications nécessaires et contrôles, et se fait communiquer toutes pièces utiles à l'exercice de sa mission.

Le Commissaire aux Comptes établit et présente à l'assemblée un rapport annuel sur les opérations comptables de l'Association.

Le Commissaire aux Comptes assiste à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuve les comptes annuels. Il peut en outre, être convoqué à toute autre réunion du Conseil ou de l'Assemblée.

Il est convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins avant la réunion.

TITRE 3 – ADMINISTRATION

ARTICLE 12 ASSEMBLEE GENERALE

Elle comprend tous les membres prévus à l'article 5.

ARTICLE 13 REUNIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale peut également se réunir lorsque les 2/3 des membres demandent par écrit cette convocation, en indiquant le but et les motifs.

Pour toutes les Assemblées Générales, les convocations sont envoyées par lettre simple au moins 10 jours à l'avance et précisent l'ordre du jour.

L'ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration.

Les membres pourront se faire représenter aux Assemblées Générales par un membre muni d'un pouvoir spécial.

Pour les décisions 1 à 5 fixées par l'article 14, l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres actifs sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale est convoquée de nouveau au plus tôt 8 jours après. Elle délibère cette fois valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, mais seulement sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de la précédente réunion.

Pour les décisions 6 de l'article 14, aucun quorum n'est fixé.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Pour la modification des statuts, la dissolution de l'association, sa fusion ou son union avec d'autres organismes poursuivant un but analogue, la présence de la moitié des membres présents ou représentés est nécessaire à la validité des délibérations. Elles doivent être prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

ARTICLE 14 LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1. Elle entend le rapport d'activité, le rapport financier et le rapport du commissaire aux comptes.
2. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.
3. Elle procède à l'élection et à la révocation des administrateurs ou pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.
4. Elle nomme le commissaire aux comptes.
5. Elle est chargée de fixer les orientations générales relatives aux activités de l'association, notamment le montant des cotisations annuelles.
6. Y sont également traitées les questions inscrites à l'ordre du jour.

ARTICLE 15 PROCES VERBAUX

Les procès verbaux des délibérations des Assemblées Générales sont transcrits par le-a Secrétaire sur un registre, et signés par le-a Président-e et le-a Vice-Président-e ou le-a Trésorier-e présent à la délibération.

Il peut être délivré toutes copies de ces procès-verbaux par le-a Président-e ou le-a Secrétaire.

ARTICLE 16 CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil d'administration, élu parmi les membres actifs. Le nombre de membres est fixé entre 9 et 25 membres. La composition du Conseil d'administration

recherchera un juste équilibre entre les différents types de territoires adhérents et intégrera autant que possible le principe de parité.

Un représentant des membres associés et un représentant des personnes morales peuvent siéger aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative. Ils sont proposés par le conseil d'administration à l'Assemblée Générale qui valide ou non la proposition.

La durée du mandat est fixée à trois ans. Après chaque scrutin électoral, dans le cas où un-e élu-e ne retrouve pas son mandat ou n'est pas désigné à nouveau par sa collectivité pour la représenter au RTES, il-elle peut siéger au conseil jusqu'à la prochaine AG.

Le Conseil d'administration peut inviter toute personne utile à participer à ses travaux.

ARTICLE 17 REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son-a Président-e ou à la demande d'au moins 1/3 de ses membres.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement siéger que si la moitié des membres sont présents. Dans le cas contraire, le Conseil d'Administration est convoqué par lettre simple pour une nouvelle réunion qui doit se tenir dans les trois semaines sans condition de quorum pour ses délibérations.

Un administrateur peut donner pouvoir à un autre administrateur. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur.

Il est tenu un procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le-a Président-e et le-a Secrétaire.

Les procès-verbaux sont envoyés à chaque membre du Conseil d'Administration puis approuvés lors du Conseil d'Administration suivant.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

ARTICLE 18 POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dans le cadre des orientations définies par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et réaliser tous les actes conformes à l'objet statutaire qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 19 LE BUREAU

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres au scrutin secret : un-e Président, un-e (ou des) Vice-Président-e(s), un-e Secrétaire, un-e Trésorier. Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civiques.

Dans la mesure du possible, le bureau représentera les différents types de territoires adhérents.

o Le-a Président-e est chargé-e d'exécuter les décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association qu'il représente en justice, et dans tous les actes de la vie civile. Il-Elle ordonnance les dépenses. Il-elle est investi-e de tous pouvoirs pour accomplir les opérations nécessaires à la vie de l'Association. Il-Elle convoque les réunions des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration. Il-Elle peut déléguer aux responsables salariées la représentation de l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il peut convoquer toute personne étrangère à l'association, qui y participe alors à titre de consultant sans voie délibérative.

o Le-a (ou les) Vice-Président-e assiste le-a Président-e dans l'exercice de ses fonctions.

o Le-a Secrétaire rédige les procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. Il-Elle assure l'exécution des formalités nécessaires. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration.

o Le-La Trésorier-e tient les comptes de l'Association. Sous la surveillance et la responsabilité du-de la Président-e, il-elle effectue tous paiements et reçoit toutes sommes. Il-Elle rend compte à l'Assemblée

Générale annuelle qui statue sur la gestion. Il-Elle doit obtenir l'autorisation du Conseil d'Administration pour toute opération intéressant la gestion du fonds de réserve et, notamment, pour les achats et ventes de valeurs mobilières. Il-Elle établit le rapport financier annuel destiné à l'Assemblée Générale. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration.

ARTICLE 20 GRATUITE DU MANDAT

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées. Toutefois, ils pourront obtenir, sur justification, le remboursement des frais engagés pour les besoins de l'Association.

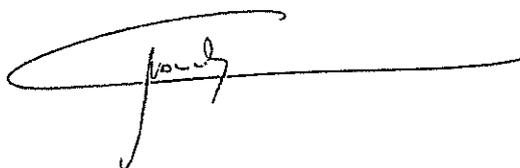
ARTICLE 21 DISSOLUTION

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'Assemblée Générale désigne parmi ses membres un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association.

L'actif net sera redistribué entre des associations ayant le même objet.

Fait à Lille

le 2 juillet 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jouy', written over a horizontal line.